



AS/Ega (2017) 12Rev
20 mars 2017
Aegadoc12Rev_2017
Original: anglais

Commission sur l'égalité et la non-discrimination

Déclaration à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, 21 mars 2017 adoptée le 20 mars 2017

Manifeste pour un internet libre de toutes discriminations raciales

A la veille de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale (21 mars), la Commission sur l'égalité et la non-discrimination de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) réaffirme son engagement à lutter contre le racisme et la haine sous toutes leurs formes. L'internet doit devenir un espace public et privé sûr et propice à des débats ouverts et pluralistes dans le plein respect de la liberté d'expression.

L'internet est malheureusement un nouvel exutoire pour la haine. La commission est cependant convaincue que chacun, utilisateurs et fournisseurs de services et de plateformes, a un rôle crucial à jouer pour respecter les règles et favoriser un plus grand respect de la dignité et de l'intégrité humaines sur le web. L'internet devrait ouvrir des perspectives et non être un vecteur de menace, de peur et de haine.

Conformément à la Résolution récente de l'Assemblée intitulée « Mettre fin à la cyberdiscrimination et aux propos haineux en ligne », la commission invite instamment les Etats membres, la société civile et tout autre acteur concerné à prendre des mesures pour favoriser une culture commune en vue d'une utilisation responsable de l'internet. Des stratégies complètes et des contre-mesures devraient être élaborées et appliquées quotidiennement pour prévenir le discours de haine en ligne, s'attaquer à ce problème et lutter contre la manipulation de l'information et de l'opinion publique.

La commission appuie avec force les initiatives visant à lutter contre les discours de haine, comme celles de l'Alliance parlementaire contre la haine et de nombreux individus et organisations de la société civile qui, tous les jours, œuvrent en faveur de plus de responsabilité sur l'internet. Il reste encore beaucoup à faire pour sensibiliser à la nécessité de lutter résolument contre le racisme en ligne. De leur côté, les gouvernements et les parlements doivent adopter des législations strictes pour réglementer les contenus en ligne et favoriser un comportement éthique, en prévoyant des systèmes de plainte appropriés et des sanctions pénales de manière à ce que les auteurs rendent compte de leurs actes.